

Tartagueule à la récré



N° 167 Décembre 2025 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain

SANTÉ MENTALE, CLIMAT SCOLAIRE, VIOLENCES SOCIALES ?!

Pourquoi faut-il toujours que des drames aient lieu pour que la classe dirigeante s'intéresse aux conditions de travail et de scolarisation ? Alors que cela fait des années que personne n'écoute nos revendications, soudain la ministre de l'Éducation nationale parle de santé mentale des jeunes. Malgré les effets d'annonce et les apparentes considérations de l'État, une professeure de musique dans le Bas-Rhin a été agressée le 24 septembre 2025 par un élève, décédé par la suite. Caroline Grandjean s'est suicidée juste avant la rentrée, victime de harcèlement lesbophobe, renforcé par les réponses violentes de l'institution. Lorène, élève en lycée à Nantes, est décédée en avril 2025, poignardée par un de ses camarades. Mélanie Grapinet, AED en Haute-Marne, est décédée en juin 2025, poignardée par un élève dans un contexte de contrôle policier dans l'établissement. Et beaucoup d'autres encore. Principalement des femmes, qui meurent sous les coups d'hommes, adultes ou adolescents. Et pour toutes ces personnes, il est déjà trop tard.

Un climat scolaire et social tendu

De nombreux professionnel·les de l'Éducation nationale, élèves et familles sont déjà à bout de force. Le climat scolaire et social est tendu, de plus en plus de jeunes vont mal. L'Éducation nationale pense-t-elle vraiment que la solution est de mettre des flics, des fouilles et des portiques à l'entrée des établissements, de faire porter des uniformes aux élèves, d'inviter l'armée devant les classes ou encore d'utiliser les assistant·es d'éducation comme des matons ? Le gouvernement pense-t-il que c'est en réinstaurant un service militaire national basé sur le nationalisme, la militarisation des esprits et l'esprit de caserne que nous formerons une jeunesse libre et épanouie ? Cela ne fait que renforcer de l'angoisse dans l'ambiance d'un monde « va-t'en guerre » et permettre de soumettre et mater une jeunesse jugée comme rebelle. L'État répond toujours par la violence et la violence devient le modèle. Un climat serein ne s'installe jamais par la force et la répression. Il est urgent de changer de paradigme : apporter du soin et de l'écoute, avoir encore et plus que jamais confiance dans la jeunesse, soutenir les élèves, plutôt que de les soupçonner, les contrôler, les fouiller ou les réprimer lors des blocages d'établissements.

L'urgence d'embauches massives

Le milieu scolaire a besoin aujourd'hui de plus d'AED, d'infirmier·ères scolaires, de psychologues, d'AESH, d'assistance sociale, de médecine scolaire, d'agent·es territoriales aux, d'animateur·ices et d'enseignant·es, pour écouter les élèves perdu·es ou en souffrance, et les accompagner. Ce n'est qu'avec ces embauches massives que le climat scolaire pourra redevenir progressivement plus serein, permettant aux travailleur·euses comme aux élèves de vivre l'émancipation que devrait apporter l'éducation. Le gouvernement ne cesse de faire des économies sur les recrutements et les formations des travailleur·ses : en 2023, 1 milliard d'euros prévu pour la formation des enseignant·es n'a pas été dépensé, et les AED et les AESH sont embauché·es sans formation. Les gouvernements qui se succèdent n'ont que l'austérité comme solution, et préfèrent investir l'argent volé au secteur public dans les entreprises et l'éducation privée. Toujours plus à l'écoute du patronat, l'État, avec sa gestion des filières professionnelles et de l'alternance, impose un tri scolaire et social toujours plus brutal, en exploitant et tirant profit des jeunes toujours plus tôt. Des jeunes stigmatisé·es par l'État, moins bien formé·es et sans aucune connaissance de leurs droits, privé·es de ce qui leur permettrait d'être mieux outillé·es face au monde du travail capitaliste.

Pour une Révolution sociale, éducative et pédagogique !

Aujourd'hui et comme à chaque fois c'est à nous de nous débrouiller, de prendre soin de nos collègues et des élèves, de construire avec eux des relations de confiance et une société juste et inclusive. C'est avec l'argent récupéré dans les poches du privé, et parce que le gouvernement ne le fera pas, que c'est à nous de construire une éducation publique, gratuite, collective et autogérée, qui accueille chacun·e tel·le qu'iel est, prônant les valeurs que nous voulons voir dans notre société. Une éducation non violente, juste, équitable, féministe, non raciste, décoloniale, non validiste, non autoritaire et sans aucune forme d'oppression. A terme, une éducation débarrassée du système étatiste, capitaliste et patriarcal.

INCLUSION EN CRISE, BIENTÔT PARTOUT ON SE MOBILISE !

Mardi 18 novembre 2025, les personnels AESH, professeur·es des écoles et enseignant·es des collèges et Lycée de Vaulx-en-Velin organisaient une grève massive pour dénoncer les conditions inacceptables dans lesquelles les équipes doivent mettre en place l'inclusion des élèves notifiés en cette rentrée 2025.

Partie d'une des écoles mobilisées sans résultat depuis la rentrée, la colère se propage désormais à tous les établissements et aux familles d'élèves de plus en plus nombreuses à s'impliquer. Deux assemblées générales ont permis de mesurer la crise commune que traverse les conditions de l'inclusion autant que de découvrir les cas de carence de moyens les plus aigus. Les 25 établissements mobilisés dénoncent tous le manque de poste d'AESH et le non-rempacement des AESH absent·es, le manque de places dans des structures adaptées conduisant les écoles à accueillir sans moyens adéquats des élèves dont la notification MDPH n'est donc pas respectée ! Enfin et bien sûr, les personnels vaudais dénoncent le manque de formation, de statut et de salaire décent des AESH.

Reçu en audience par les inspecteur·trices des deux circonscriptions, une délégation des grévistes a remis ses revendications. Outre les demandes de changements structurels (création d'une brigade de remplaçants AESH, amélioration du statut d'AESH, création de places dans les structures adaptées type UEEA, UEMA, ULIS, SESSAD, IME et ITEP,...) il a été exigé que tous les besoins (individualisés et mutualisés) de nos écoles soient réellement couvert à la *rentrée de Janvier 2026 par la création des postes d'AESH nécessaire !

Au même moment et sans aucune coordination, un mouvement spontané de grève similaire en tous points réunissait 64 grévistes de 20 établissements à Vienne, alors que partout la colère monte face à des situations d'inclusion d'élèves et de personnels de plus en plus inhumaines.

Reprenons comme mot d'ordre cette phrase d'une AESH de Vienne qui résonne jusqu'à Vaulx en Velin:

" Nous n'en resterons pas là !"

NOUVELLE ÉDITION RÉUSSIE DES FORUMS SOCIAUX ANTIFASCISTES

Le 18 octobre 2025 avait lieu à Villeurbanne une nouvelle édition des Forums Sociaux Antifascistes. Le collectif FLF (fermons les locaux fascistes) regroupe des organisations d'une grande diversité de natures et d'objets. Un tel événement, annuel et unitaire, est complexe à organiser, mais c'est aussi cela qui fait la richesse de son public et la qualité des échanges. Se sont tenues 8 conférences et tables rondes, suivies de concerts de chœurs, de rap et de cœur, mais également des stands d'information des partis, syndicats et

associations unies contre le fascisme, une cantine-buvette, une garderie, un atelier créatif, une performance de rue, le tout nourrissant des échanges intenses tout au long de la journée. On déplore que la conférence "racismes institutionnels" ait dû être annulée pour des raisons personnelles urgentes. Retrouvez sur Rebellyon le détail des personnalités et organisations présentes, les thèmes abordés, ainsi qu'un reportage vidéo de Sacha Cagnon pour FoutouArt. Les vidéos officielles seront bientôt disponibles en ligne !

CONTRE LES DISCOURS D'EXTRÊME-DROITE DANS NOS FORMATIONS !

L'EAFC (Ecole Académique de Formation Continue) de Lyon a lancé une invitation pour une formation le 11 décembre 2025 à l'ENS sur le thème "La laïcité dans tous ses états", autour du 120ème anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'État.

Pourtant, le choix de plusieurs intervenants pour cette formation est plus que problématique en donnant la parole à des proches des idées de l'extrême-droite :

- Médéric Chapitaux, ancien gendarme et fondateur d'un centre de formation privé, habitué des plateaux des médias Bolloré.
- Richard Senghor, président de l'observatoire de la Gendarmerie Nationale pour l'égalité et contre les discriminations, ex-directeur de cabinet de Blanquer.
- Pierre Henri Tavoillot, Philosophe, Maître de

conférence, co-organisateur du colloque "Reconstruire les sciences et la culture" contre le « wokisme » et la « cancel culture » à l'université, membre de l'autoproclamé « Observatoire du décolonialisme », qui a écrit un rapport sur « l'islamo-gauchisme ». Ces personnalités sont-elles vraiment pertinentes pour une formation de l'Education nationale sur la laïcité ? Quel est le montant de l'argent public dépensé dans cette mascarade ? Il est inadmissible que l'EAFC et l'ENS de Lyon donnent la parole à de telles personnalités aux idées stigmatisantes et discriminantes. Nous ne pouvons qu'être choqués, dénoncer une telle initiative et nous associer aux initiatives de protestations.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maquetté par des militant·es après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·es et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

